

Evolutions monétaires en Guyane au 31 mars 2014

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon les perspectives de l'économie mondiale publiées par le Fonds Monétaire international en avril 2014, la croissance mondiale s'est accélérée au deuxième semestre 2013 pour atteindre 3,6 %, soit une hausse marquée par rapport aux 2,6 % enregistrés lors du semestre précédent. Cette accélération provient, pour majeure partie, des pays avancés, tandis que la croissance des pays émergents n'a progressé que modestement. Toujours selon le FMI, l'économie mondiale devrait s'affermir pour atteindre 3,6 % sur l'ensemble de l'année 2014 (après 3 % en 2013, +3,2 % en 2012 et +3,9 % en 2011).

Dans la zone euro, la croissance est en hausse au premier trimestre 2014, avec un PIB qui augmente de 0,2 %. Après une progression de 0,2% au quatrième trimestre 2013, le PIB français est stable (+0,0 %) au premier trimestre 2014. Cette stabilité s'explique principalement par la légère augmentation de la production (la production totale de biens et services croît de 0,2 %) alors que la consommation se replie (les dépenses de consommation des ménages reculent de 0,5 %) et que le solde extérieur contribue négativement à l'évolution du PIB (-0,2 point).

Lors de sa réunion du 5 juin 2014, le Conseil des Gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de 10 points de base à 0,15%, le taux de la facilité de prêt marginal de 35 points de base à 0,40% et le taux de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,10% (soit un taux négatif). Ces baisses de taux sont accompagnées d'un ensemble d'autres mesures visant à soutenir l'économie réelle et à améliorer le fonctionnement du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Lors de sa conférence de presse, M. Draghi a indiqué que : « Prises dans leur ensemble, ces mesures contribueront à ramener les taux d'inflation à des niveaux plus proches de 2%. (...) S'agissant de nos indications sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE, compte tenu des perspectives d'inflation, ces taux resteront à leurs niveaux actuels pendant une période prolongée. (...) De plus, si nécessaire, la politique monétaire pourra de nouveau être rapidement assouplie. Le Conseil des gouverneurs affirme unanimement son engagement à recourir également à des instruments non conventionnels dans le cadre de son mandat s'il devenait nécessaire de faire face à des risques supplémentaires d'une période trop prolongée de faible inflation.»

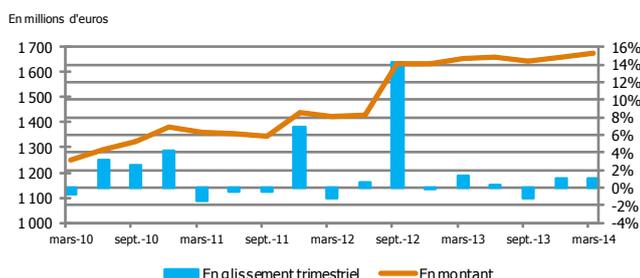
UNE ACTIVITÉ ORIENTÉE FAVORABLEMENT

L'activité bancaire du département s'inscrit en hausse sur les trois premiers mois de l'année 2014, avec une progression tant au niveau de financement de l'économie (+2,0 % sur le trimestre, soit 53,3 M€), portant l'encours sain de crédit à 2 687,1 M€, que pour la collecte d'épargne, avec des actifs financiers en hausse de 1,1 % sur le trimestre (soit +18,4 M€) pour s'établir à 1 677,1 M€.

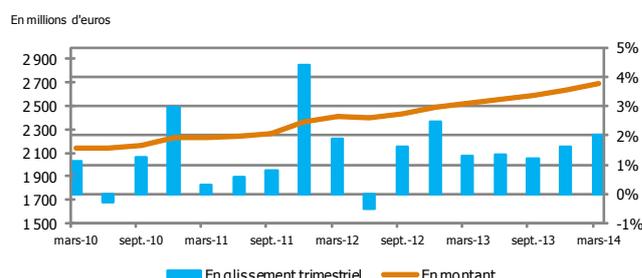
L'augmentation des placements s'observe sur tous les types d'agents économiques, avec notamment une hausse des placements des ménages (+1,5 %, soit 15,5 M€) principalement portée par les dépôts à vue (+3,1 %, soit 10,6 M€), et une progression modérée de l'encours détenu par les autres agents (+1,2 % soit 1,7 M€). La hausse constatée sur le segment des entreprises (+0,3 % soit +1,2 M€), est à relativiser dans la mesure où celle-ci résulte principalement de la valorisation de l'encours d'actions détenues depuis septembre 2012 par une unique contrepartie auprès d'un établissement de crédit : l'épargne à long terme s'affiche ainsi en nette hausse (+20,2 %, soit 25,7 M€), alors que dans le même temps, l'encours des dépôts à vue des sociétés non financières est en baisse de 7,6 % (soit -21,2 M€).

Soutenue à nouveau par les crédits à l'habitat (+1,7 %, soit 25,4 M€), les crédits sains à l'économie sont également marqués ce trimestre par une augmentation de l'utilisation du crédit bail, qui enregistre une hausse à la fois sur le segment des entreprises (+14,3 % soit 13,5 M€) et sur celui des ménages (+5,3 %, soit 0,6 M€).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT BIEN ORIENTÉE

Hausse des crédits aux entreprises

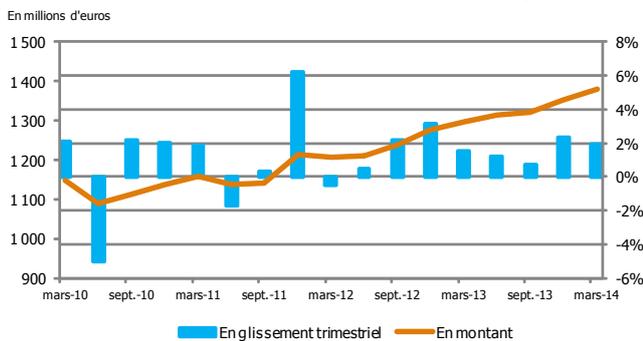
En matière de financement des **entreprises** les concours sains s'inscrivent en hausse de 2,0 % sur le trimestre, pour atteindre 1 380,4 M€ au 31 mars (soit +26,6 M€). Sur un an, ils progressent de 6,4 % (+ 83,1 M€).

Les **crédits à l'immobilier** dont l'encours s'établit à 856,6 M€, représentent 62 % des crédits aux entreprises, et restent le premier moteur de l'activité de financement (+1,9 %, soit 15,6 M€). Sur un an, l'augmentation de l'encours des crédits immobilier (+8,0 %, soit 63,2 M€) contribue pour plus des trois quarts à la hausse globale des crédits aux entreprises.

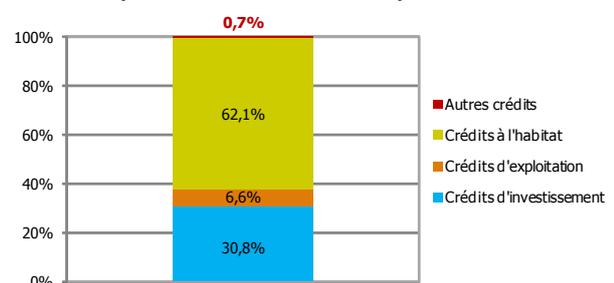
Les **crédits à l'investissement** sont en hausse de 3,7 % (+15,2 M€), principalement en raison d'une forte progression des encours de crédit bail (+14,3 %, soit 13,5 M€).

La nouvelle diminution des **crédits d'exploitation** de 4,0 % (soit -3,8 M€) s'explique à la fois par une baisse des crédits de trésorerie (-5,7 %, soit -1,9 M€), mais aussi par une diminution des créances commerciales (-19,4 % soit -1,6 M€), alors que les comptes ordinaires débiteurs s'affichent en hausse (2,7 %, soit 1,1 M€), après plusieurs trimestres de recul.

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



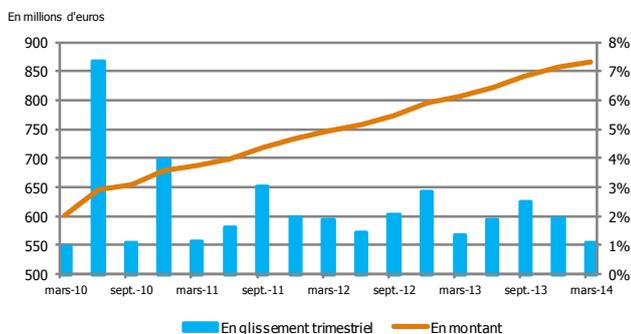
Croissance des crédits aux ménages

Les **crédits aux ménages** maintiennent leur rythme de progression, avec une hausse trimestrielle de 1,1 % (9,2 M€), portant l'encours sain à 867,0 M€, en augmentation de 7,5 % sur un an.

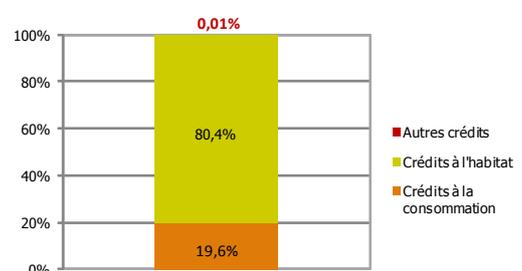
A nouveau, cette évolution s'explique principalement par la croissance des **crédits à l'habitat** (+1,4 %, soit 9,8 M€), qui atteignent 696,8 M€ et représentent 80 % de l'encours sain des ménages.

Avec une diminution des crédits de trésorerie (-1,1 %, -1,6 M€), les **crédits à la consommation** s'affichent en légère baisse (-0,3%) alors que les opérations de crédit bail augmentent de 5,3 % (0,6 M€) et les comptes ordinaires débiteurs s'affichent en hausse de 2,8 % (0,4 M€),

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Nouvelle réduction de l'encours sain de crédits aux collectivités locales

L'encours sain de **crédits aux collectivités locales** est en légère baisse sur le trimestre (-0,4 %, soit -1,7 M€), pour s'établir à 385,2 M€. Cette évolution s'explique par le recul des crédits à l'équipement (-1,5 %, soit -5,9 M), tandis que les crédits de trésorerie s'affichent en hausse de 4,0 M€ suite à une opération de trésorerie portant sur une collectivité locale.

Stabilisation du niveau de sinistralité

L'encours de **créances douteuses brutes** des établissements de crédit implantés localement (ECIL) augmente sur le trimestre (+1,8 %, soit 1,7 M€) pour atteindre 97,5 M€. Cette légère hausse des créances douteuses est en ligne avec la hausse globale des crédits à l'économie. Le taux de créances douteuses brutes de la place bancaire locale reste pour sa part, stable sur le trimestre comme sur un an, à 4,0 %.

L'encours des provisions pour l'ensemble des établissements de crédit augmente sur le trimestre (+1,9 %, soit 1,2 M€) pour s'établir à 64,1 M€. Cette augmentation, moins importante que celle des créances douteuses pour l'ensemble des établissements de crédit (+4,4 %, soit +4,6 M€) se traduit par un fléchissement du **taux de provisionnement** global de 1,4 point sur le trimestre, pour atteindre 58,1 %.

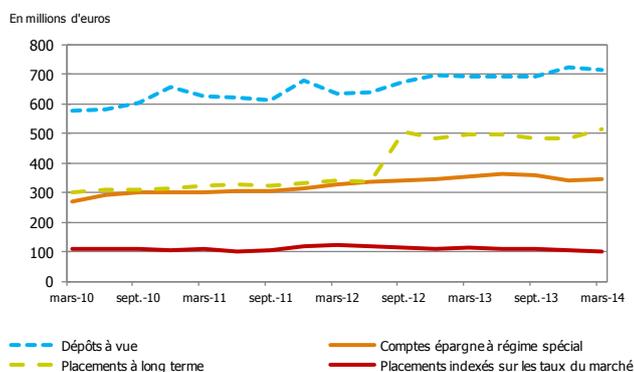
CROISSANCE DES ACTIFS FINANCIERS

L'encours des actifs financiers détenus par les agents économiques s'élève à 1 677,1 M€, en hausse de 1,1 % ce trimestre (+18,4 M€). Sur un an, la croissance des actifs s'élève à 1,3 % (+22,1 M€).

Les **dépôts à vue** s'affichent en contraction de 1,1 % (- 8,2 M€), de même que les **placements liquides ou à court terme**, qui subissent une baisse de -0,5 % (-2,2 M€), pénalisés par une décollecte sur les dépôts à terme (-8,8 %, soit -5,7 M€).

Les **placements à long terme** s'inscrivent en revanche en hausse de 5,9 % (28,9 M€), notamment portés par la hausse des encours de placements en actions (19,6 %, soit 26,0 M€), qui résulte principalement d'une valorisation à la hausse du portefeuille d'un actif à forte volatilité. Hors actions, l'encours total des actifs financiers s'afficherait ainsi en recul de 0,5 %.

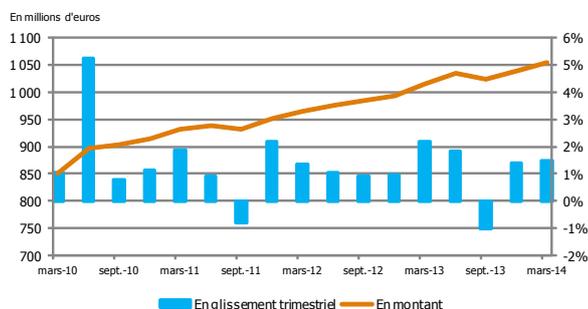
Evolution des principales composantes des actifs financiers



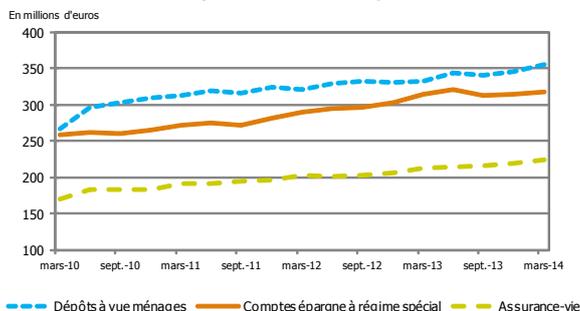
Hausse de l'épargne des ménages

Au cours du premier trimestre de l'année 2014, les placements des ménages enregistrent une hausse de 1,5 % (soit 15,5 M€), et s'établissent à 1 053,0 M€, en progression de 3,7 % sur un an. Ils représentent 62,5 % de l'ensemble des placements des agents économiques de la place.

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



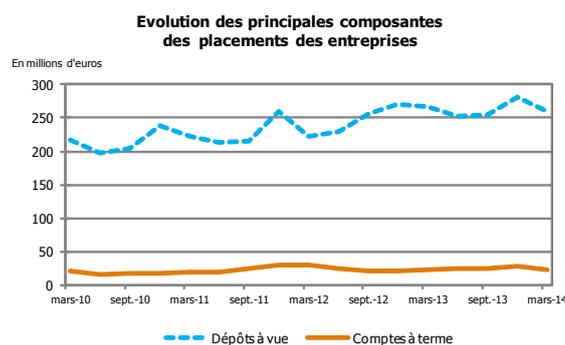
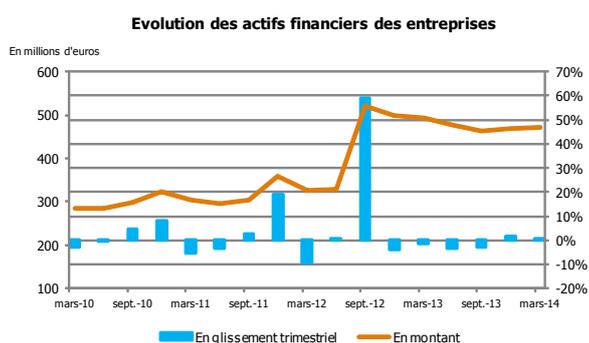
Les **dépôts à vue** s'inscrivent en hausse de 3,1 % sur le trimestre (10,6 M€). De même, la hausse des **placements liquides** (+0,2 %, soit 0,7 M€) s'explique par la hausse de l'encours sur les livrets A et bleus (+ 1,5 %, soit 2,4 M€), alors que les placements indexés sur les taux de marché s'affichent en baisse de -6,7 % (soit -1,8 M€), principalement impactés par la baisse de l'encours des comptes créditeurs à terme (-7,4 % soit -1,5 M€).

Les **placements à long terme** maintiennent leur tendance haussière ce trimestre (+1,2 %, soit 4,2 M€) en raison de la croissance des placements d'assurance vie (+1,8 %, soit 3,9 M€) et des plans d'épargne logement (+0,8 %, soit 0,8 M€).

Légère hausse des actifs des entreprises

Les actifs financiers détenus par les sociétés non financières s'affichent en légère hausse (+0,3 %, soit 1,2 M€), établissant l'encours à 471,1 M€. Néanmoins, cette hausse est à relativiser puisqu'elle est majoritairement issue de l'évolution d'un actif à forte volatilité dans le portefeuille d'un établissement de crédit.

Les diminutions des encours des **dépôts à vue** (-7,6 %, soit 21,2 M€) et des **placements liquides ou à court terme** (-5,4 %, soit 3,3 M€) ont ainsi été totalement compensées par la forte hausse de l'encours des **placements liquides** (+20,2 %, soit 25,7 M€).



Hausse des actifs des autres agents

Les placements des autres agents économiques augmentent de 1,2 % (1,7 M€) sur le trimestre et totalisent un encours de 153,1 M€. Dans le détail, la hausse provient en premier lieu de l'augmentation des **dépôts à vue** (+2,5 %, soit 2,4 M€), ainsi que des placements indexés sur les taux du marché (+4,2%, soit 0,9 M€), ces derniers impactant à la hausse l'encours des **placements liquides ou à court terme** (+0,8 %, soit 0,3 M€). **L'épargne à long terme** affiche une diminution de 12,5 % (-1,0 M€), mais reste en forte augmentation sur un an (+59,3 %, soit 2,7 M€).

MÉTHODOLOGIE

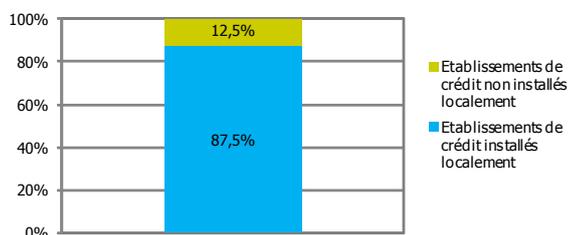
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

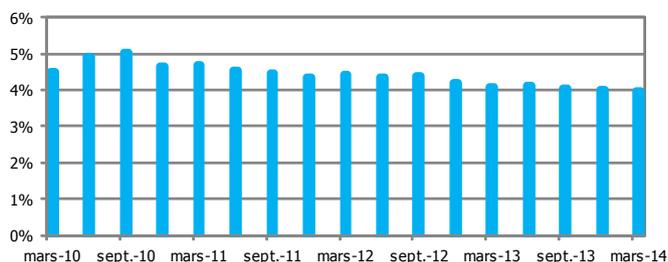
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	84,6	66,1	83,2	95,3	100,6	96,5	94,1	90,3	-4,0%	-5,2%
<i>Créances commerciales</i>	6,5	5,1	9,3	6,9	7,9	7,3	8,4	6,8	-19,4%	-1,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	45,9	36,7	35,0	32,4	30,5	32,6	34,4	32,4	-5,7%	0,0%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8,7	6,9	6,8	5,7	6,0	5,3	6,2	6,7	9,2%	18,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	31,6	18,2	33,0	48,8	55,2	49,2	42,0	43,1	2,7%	-11,6%
<i>Affacturage</i>	0,6	6,0	5,8	7,1	6,9	7,3	9,3	8,0	-14,4%	11,6%
Crédits d'investissement	355,8	353,9	382,8	402,2	402,0	397,6	409,3	424,5	3,7%	5,5%
<i>Crédits à l'équipement</i>	273,2	286,8	288,3	302,9	306,4	305,0	314,5	316,2	0,5%	4,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	23,3	36,6	39,6	25,6	24,8	32,8	23,0	23,1	0,4%	-9,7%
<i>Crédit-bail</i>	82,7	67,1	94,5	99,3	95,6	92,6	94,8	108,3	14,3%	9,0%
Crédits à l'habitat	704,5	732,8	734,4	793,4	803,5	820,9	841,0	856,6	1,9%	8,0%
Autres crédits	3,3	4,9	6,0	6,4	7,0	8,1	9,5	9,0	-5,1%	40,3%
Encours sain	1 148,3	1 157,6	1 206,4	1 297,3	1 313,1	1 323,1	1 353,8	1 380,4	2,0%	6,4%
Ménages										
Crédits à la consommation	165,7	166,5	164,5	162,5	162,4	167,6	170,7	170,2	-0,3%	4,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	145,8	142,5	137,2	136,0	136,7	140,5	144,9	143,4	-1,1%	5,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	7,6	10,1	12,8	13,0	12,8	14,6	13,7	14,1	2,8%	8,1%
<i>Crédit-bail</i>	12,3	13,9	14,6	13,4	13,0	12,5	12,1	12,7	5,3%	-5,2%
Crédits à l'habitat	436,6	520,6	582,8	643,7	658,8	674,0	687,0	696,8	1,4%	8,2%
Autres crédits	0,0	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	-30,2%	-57,9%
Encours sain	602,3	687,2	747,5	806,4	821,4	841,8	857,9	867,0	1,1%	7,5%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,8	1,4	21,3	0,8	6,9	6,9	0,7	4,8	596,5%	472,8%
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,2	0,1	0,2		6,0	6,1	0,0	4,0	ns	
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,7	1,2	21,1	0,8	0,9	0,8	0,7	0,8	19,9%	-3,7%
Crédits d'investissement	355,3	359,2	400,3	387,5	382,0	383,2	386,2	380,4	-1,5%	-1,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	355,0	359,0	400,2	387,5	381,9	383,2	386,2	380,2	-1,5%	-1,9%
Autres crédits	0,8	0,8	0,5	0,2	0,1	0,1			-	-
Encours sain	356,9	361,3	422,1	388,6	388,9	390,2	386,9	385,2	-0,4%	-0,9%
Autres agents										
Encours sain	35,0	27,7	32,5	35,0	37,3	36,9	35,3	54,5	54,5%	55,7%
TOTAL										
Encours sain	2 142,3	2 233,8	2 408,6	2 527,3	2 560,7	2 592,0	2 633,8	2 687,1	2,0%	6,3%
<i>dont ECNIL</i>	321,9	313,0	362,6	340,3	338,3	332,7	334,6	335,0	0,1%	-1,6%
Créances douteuses brutes	95,5	103,4	102,4	100,9	105,5	99,6	105,7	110,3	4,4%	9,3%
<i>Créances douteuses nettes</i>	32,5	39,6	41,1	38,7	42,1	35,7	42,8	46,2	8,0%	19,3%
<i>(dt) Entreprises</i>	20,2	29,1	31,2	26,9	30,5	24,8	25,2	25,4	0,5%	-5,8%
<i>(dt) Ménages</i>	11,7	9,2	9,6	11,5	11,4	10,7	12,3	12,7	3,8%	10,7%
Provisions	63,0	63,8	61,3	62,2	63,4	63,9	62,9	64,1	1,9%	3,2%
Encours brut total	2 237,8	2 337,2	2 511,0	2 628,2	2 666,2	2 691,6	2 739,5	2 797,4	2,1%	6,4%
<i>Taux de créances douteuses</i>	4,3%	4,4%	4,1%	3,8%	4,0%	3,7%	3,9%	3,9%	0,1 pt	0,1 pt
<i>Taux de créances douteuses des ECIL</i>	4,5%	4,7%	4,4%	4,1%	4,1%	4,0%	4,0%	4,0%	0,0 pt	-0,1 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	66,0%	61,7%	59,9%	61,6%	60,1%	64,1%	59,5%	58,1%	-1,4 pt	-3,5 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-10	mars-11	mars-12	mars-13	juin-13	sept-13	déc-13	mars-14	1 trim	1 an
Sociétés non financières	285,0	304,7	326,1	493,6	476,0	462,4	469,9	471,1	0,3%	-4,6%
Dépôts à vue	217,1	221,5	223,0	267,3	252,1	253,8	280,5	259,3	-7,6%	-3,0%
Placements liquides ou à court terme	62,9	77,2	94,1	73,9	74,1	76,0	61,8	58,5	-5,4%	-20,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,7	17,8	21,3	18,0	18,0	19,0	4,8	6,8	42,4%	-62,0%
Placements indexés sur les taux de marché	62,3	59,4	72,8	55,9	56,1	57,0	57,0	51,7	-9,4%	-7,6%
<i>dont comptes à terme</i>	20,9	19,0	30,7	22,8	24,5	24,4	27,4	22,9	-16,3%	0,7%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	40,4	35,8	32,0	28,9	27,2	28,3	25,3	24,4	-3,6%	-15,3%
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,0	4,6	10,1	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	5,0	6,1	9,0	152,5	149,7	132,7	127,6	153,4	20,2%	0,6%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	2,8	4,1	5,0	4,0	3,9	3,1	2,3	2,2	-3,6%	-45,1%
Ménages	851,7	930,7	964,9	1 015,2	1 033,7	1 023,4	1 037,5	1 053,0	1,5%	3,7%
Dépôts à vue	266,7	313,1	320,5	333,0	344,6	340,9	345,6	356,1	3,1%	6,9%
Placements liquides ou à court terme	292,9	305,2	318,5	343,8	348,1	338,6	342,3	343,1	0,2%	-0,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	258,3	271,6	290,2	314,4	321,3	312,9	315,1	317,7	0,8%	1,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	81,7	87,6	94,1	96,0	97,0	92,3	90,3	90,3	0,0%	-5,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	125,1	133,3	143,9	161,4	165,8	162,9	166,6	169,1	1,5%	4,8%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,5	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	-3,8%	-4,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,2	7,5	6,8	6,2	6,3	6,2	6,1	5,4	-11,2%	-12,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,9	15,7	17,1	22,7	24,0	24,1	24,7	25,7	3,8%	13,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	24,9	25,2	26,0	26,1	26,3	25,6	25,3	25,3	-0,1%	-3,1%
Placements indexés sur les taux de marché	34,6	33,6	28,4	29,4	26,9	25,7	27,2	25,4	-6,7%	-13,5%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	20,6	20,4	20,2	21,5	20,1	19,8	20,8	19,3	-7,4%	-10,2%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont OPCVM monétaires</i>	14,1	13,2	8,2	7,9	6,8	5,9	6,4	6,1	-4,4%	-22,7%
Epargne à long terme	292,1	312,5	325,8	338,5	340,9	343,9	349,6	353,7	1,2%	4,5%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	79,8	83,3	86,9	91,4	92,5	93,3	95,5	96,2	0,8%	5,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,0	5,8	5,5	5,3	5,2	5,2	5,2	5,2	-0,8%	-3,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,1	0,9	0,9	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	-1,9%	-0,4%
<i>dont portefeuille-titres</i>	15,1	15,8	18,8	18,1	17,9	17,8	18,6	18,3	-1,1%	1,5%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	18,9	14,7	11,4	10,3	9,8	9,8	9,8	9,6	-2,6%	-6,6%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	171,1	192,2	202,4	212,7	214,7	217,0	219,8	223,7	1,8%	5,2%
Autres agents	113,5	122,9	131,3	146,2	150,8	154,8	151,3	153,1	1,2%	4,7%
Dépôts à vue	91,0	89,5	91,1	93,4	97,3	98,4	98,6	101,0	2,5%	8,1%
Placements liquides ou à court terme	20,7	29,2	35,4	48,2	49,1	51,3	44,5	44,8	0,8%	-7,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	8,9	11,3	14,6	20,9	22,4	24,8	23,0	22,5	-2,5%	7,7%
Placements indexés sur les taux de marché	11,8	17,9	20,8	27,4	26,8	26,5	21,4	22,4	4,2%	-18,4%
<i>dont comptes à terme</i>	6,6	8,1	14,5	17,3	15,9	17,1	16,5	16,8	1,8%	-2,9%
Epargne à long terme	1,8	4,3	4,8	4,5	4,4	5,1	8,2	7,2	-12,5%	59,3%
Total actifs financiers	1 250,2	1 358,4	1 422,3	1 655,1	1 660,5	1 640,7	1 658,7	1 677,1	1,1%	1,3%
Dépôts à vue	574,8	624,0	634,6	693,7	694,1	693,1	724,6	716,4	-1,1%	3,3%
Placements liquides ou à court terme	376,5	411,5	448,1	465,9	471,4	465,9	448,6	446,4	-0,5%	-4,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	267,9	300,7	326,1	353,2	361,7	356,8	342,9	347,0	1,2%	-1,8%
<i>dont livrets ordinaires</i>	87,3	95,9	105,8	113,0	115,4	112,9	109,0	108,6	-0,4%	-3,9%
<i>dont livrets A et bleus</i>	128,4	154,0	168,2	183,1	187,6	186,0	175,7	180,0	2,5%	-1,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	2,5	2,4	2,2	2,0	2,0	2,0	2,0	1,9	-3,8%	-4,9%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	9,2	7,5	6,8	6,2	6,3	6,2	6,1	5,4	-11,2%	-12,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	14,9	15,7	17,1	22,7	24,0	24,1	24,8	25,7	3,8%	13,2%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	24,9	25,2	26,1	26,1	26,3	25,7	25,4	25,3	-0,1%	-3,0%
Placements indexés sur les taux de marché	108,7	110,9	122,0	112,7	109,8	109,2	105,7	99,4	-5,9%	-11,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	48,1	47,5	65,4	61,5	60,5	61,3	64,7	59,0	-8,8%	-4,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-	-
<i>dont certificats de dépôt</i>	1,0	4,6	10,1	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	59,6	58,8	46,5	46,9	44,9	43,6	36,7	36,1	-1,6%	-23,0%
Epargne à long terme	299,0	322,8	339,6	495,5	495,1	481,6	485,4	514,3	5,9%	3,8%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	79,8	83,3	86,9	91,4	92,6	93,4	95,5	96,3	0,8%	5,3%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	6,0	5,8	5,5	5,3	5,2	5,2	5,2	5,2	-0,8%	-3,4%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	1,1	0,9	0,9	0,7	0,8	0,8	0,7	0,7	-1,8%	1,4%
<i>dont actions</i>	10,5	11,5	11,6	154,8	152,0	136,2	132,4	158,4	19,6%	2,3%
<i>dont obligations</i>	7,5	7,4	12,9	13,7	13,3	12,9	14,3	13,9	-2,4%	1,7%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	22,9	21,7	19,3	16,8	16,4	16,1	17,5	16,1	-8,0%	-4,4%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	171,1	192,2	202,4	212,7	214,7	217,0	219,8	223,7	1,8%	5,2%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : F. DUFRESNE
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : juin 2014